

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(R.C.)

Le pouvoir adjudicateur :

MAIRIE DE LA FERTE MACE
Place de la République
61 600 LA FERTE MACE

AMENAGEMENT DU BOURG D'ANTOIGNY
TRAVAUX DE VRD

**Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à 7
du Code de la Commande Publique.**

Date et heure limites de remise des offres : le 03/07/2019 à 12h00

En application des dispositions des articles L2132-2 et R2132-7 du Code de la Commande Publique, **toutes les communications et échanges d'informations relatifs à cette procédure seront effectués par voie électronique, par le biais de la plateforme de dématérialisation.**

La plateforme de dématérialisation achatpublic.com met à disposition des entreprises un « Guide rapide de réponse à une consultation » dans l'onglet « Outils » puis « Documentation » sur le site Plateforme Ouest Marchés : <https://www.centraledesmarches.com>

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas la signature électronique des documents relatifs au présent marché. Il invite cependant les opérateurs économiques à se munir d'un certificat de signature électronique afin d'en disposer lorsque le pouvoir adjudicateur imposera la signature électronique.

Article I. Acheteur

Le pouvoir adjudicateur :

MAIRIE DE LA FERTE MACE – COMMUNE Déléguée d' ANTOIGNY

Place de la République, 61 600 LA FERTE MACE

Téléphone : (+33) 02 33 14 00 40

Site internet : www.lafertemace.fr

Courriel : mairie@lafertemace.fr

Plateforme de dématérialisation : Plateforme Ouest Marchés : <https://www.centraledesmarches.com>

Maître d'œuvre :

Bureau d'études – DEP - FLERS-AGGLO – 41 rue de la boule 61100 FLERS

Article II. Objet de la consultation

Section 2.01 - Objet du contrat

La consultation porte sur les prestations suivantes : Travaux de VRD, bourg d'Antoigny

Section 2.02 - Procédure de passation

La consultation est passée par :

Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à 7 du Code de la Commande Publique.

Section 2.03 - Allotissement

Le marché est composé de 2 lots définis comme suit :

- Lot 1 : voirie et réseau d'eaux pluviales
- Lot 2 : éclairage public

Les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots. Les candidats doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auquel ils répondent. L'acheteur limite à 2 le nombre de lots pouvant être attribués à un même opérateur. Si, à l'issue de l'analyse des offres, un même attributaire est classé premier pour un nombre de lots dépassant cette limite, les lots qui lui seront attribués seront les 2 lots dont le montant est le plus élevé.

Section 2.04 - Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un marché à tranches conformément aux articles R2113-4 à 6 du Code de la Commande Publique.

Section 2.05 - Phases

L'exécution des prestations n'est pas divisée en phase

Article III. Durée et délais d'exécution

Le marché prend effet à sa date de notification au titulaire. Il est conclu pour une durée de 9 mois.

La durée de chaque tranche est :

- Tranche ferme : 9 mois à compter de la réception par le titulaire de l'ordre de service de démarrage ;
- Tranche optionnelle n° 1 : 7 mois à compter de la réception par le titulaire de la décision d'affermissement.

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans les conditions prévues au CCAP.

Article IV. Dispositions générales

Section 4.01 - Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

Mode de financement : Fonds propres de la collectivité.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours.

Section 4.02 - Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique.

Section 4.03 - Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 4 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

Section 4.04 - Variantes

IV-04-1- Variantes à l'initiative des candidats

Les variantes sont autorisées. Les soumissionnaires qui présentent des variantes doivent **également remettre une offre pour la solution de base**, à défaut leur offre sera rejetée comme incomplète. Les exigences minimales que les variantes doivent respecter et les modalités de leur présentation sont les suivantes :

Les entreprises auront la liberté de présenter des variantes dans la mesure où les solutions présentées justifieront d'une économie de prix, d'une opportunité technique ou d'une économie en temps d'exécution.

Elles doivent prendre en compte toutes les prestations utiles pour atteindre l'objectif du marché sans ajout de prestations supplémentaires pour le maître d'ouvrage.

Les éventuelles variantes doivent faire l'objet d'un dossier spécifique.

IV-04-2- Variantes imposées par l'acheteur

L'acheteur n'impose pas de variantes.

Article V. **Conditions particulières de participation**

Section 5.01 - **SANS OBJET**

Article VI. **Dossier de consultation**

Section 6.01 - **Contenu du dossier de la consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- les actes d'engagement (1 par lot),
- la lettre de candidature (formulaire DC1),
- la déclaration du candidat (formulaire DC2),
- la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4),
- le CCAP (commun à tous les lots),
- le CCTP (commun à tous les lots)
- les bordereaux des prix unitaires (BPU) (1 par lot),
- les détails quantitatifs estimatifs (DQE) (1 par lot),
- le plan de : projet voirie,
- le certificat de visite,

Section 6.02 - **Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article R2132-2 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.centraledesmarches.com>

Les opérateurs pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Section 6.03 - **Visite des lieux et consultation de documents sur site**

La remise des offres est subordonnée à la visite obligatoire des lieux d'exécution du marché.

La visite obligatoire est organisée sur deux dates :

- Mardi 18 juin 2019 à 15h00
- Jeudi 20 juin 2019 à 15h00

Aucune autre visite ne sera organisée

Toute question faisant suite à la visite doit être posée par écrit au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des plis. Le pouvoir adjudicateur y apportera une réponse qui sera transmise à tous les opérateurs ayant retiré un dossier de consultation au plus tard 3 jours avant la date de remise des offres. Les candidats devront tenir compte de ces réponses pour la présentation de leur offre.

Article VII. Présentation des propositions

Section 7.01 - Contenu des propositions

VII-01-1- Au titre de la candidature

Au titre de la candidature, les plis doivent contenir les informations suivantes :

- renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :
 - Références significatives de moins de 5 ans (travaux) dans le domaine de la prestation objet du marché (domaine identique ou similaire)

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les **formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** joints au dossier de consultation ou le Document Unique de Marchés Européens (**eDUME**).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique pour l'exécution des prestations.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner, conformément aux articles R2143-6 et R2193-1 du Code de la Commande Publique.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Conformément aux articles R2144-7 du Code de la Commande Publique, le soumissionnaire retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

VII-01-2- Au titre de l'offre

Les soumissionnaires doivent remettre les éléments suivants au titre de l'offre :

- la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), le cas échéant,

- les bordereaux des prix unitaires (BPU) (1 par lot), dûment complétés et datés,
- les détails quantitatifs estimatifs (DQE) (1 par lot), dûment complétés et datés,
- le planning détaillé d'exécution des travaux,
- le certificat de visite, dûment signé par la personne chargée de la visite, dûment signé par la personne chargée de la visite,
- un mémoire technique comprenant les éléments listés ci-dessous :
 - la composition de l'équipe affectée à l'exécution des prestations et le CV de chaque membre de l'équipe,
 - les moyens matériel (chantier, implantation, topographie)
- les références significatives de moins de 5 ans dans le domaine de la prestation objet du marché (domaine identique ou similaire)
- les fiches techniques des fournitures et matériaux,

Les soumissionnaires sont invités à limiter leur offre aux seuls documents et informations nécessaires à leur appréciation au regard des critères d'analyse des offres.

Section 7.02 - Langue de rédaction des propositions

Les propositions devront être rédigées en langue française et tous les échanges auront lieu en langue française.

Section 7.03 - Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro.

Section 7.04 - Conditions de remise des plis

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur **oblige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique** à l'adresse suivante :

<https://www.centraledesmarches.com>

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique sous format papier ou électronique mentionnant l'intitulé du marché et du/des lot(s). La copie de sauvegarde pourra être :

- remise contre récépissé à l'accueil de la mairie de LA FERTE MACE

- ou envoyée par la poste en recommandé avec avis de réception à l'adresse ci-dessous :

MAIRIE DE LA FERTE MACE

Place de la République

61 600 LA FERTE MACE

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas ouverts.

En cas de réponse par des plis différents pour chaque lot, l'intitulé de chaque pli doit permettre au pouvoir adjudicateur d'identifier quel est le lot concerné par la réponse. A défaut, seul le dernier pli remis par le candidat sera ouvert par le pouvoir adjudicateur.

Article VIII. Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions aux articles R2144-1 à 7 et R2152-1 à 10 du Code de la Commande Publique et au regard des critères définis au présent article.

Section 8.01 - Sélection des candidatures

Seront éliminés les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires.

Section 8.02 - Critères d'analyse des offres

Les offres seront analysées sur la base des critères suivants :

- Prix à hauteur de 50 %
- Valeur technique à hauteur de 50 %

La **valeur technique** sera analysée sur la base des sous-critères suivants :

- Planning et organisation noté sur 10 points ;
- Matériel affecté au chantier noté sur 10 points ;
- Matériaux et produits noté sur 30 points ;

Chaque sous-critère de la **valeur technique** sera analysé sur la base de la grille de notation suivante :

Appréciation	Signification	Nombre de points
Insuffisant	L'offre est conforme, mais le contenu ne répond pas aux attentes	1
Partiellement satisfaisant	Le contenu de l'offre ne répond que partiellement aux attentes	2
Satisfaisant	L'offre répond aux attentes minimales, mais ne présente aucun avantage particulier par rapport aux prescriptions du cahier des charges	3
Intéressant	L'offre répond aux attentes et présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux prescriptions du cahier des charges	4
Très intéressant	L'offre répond aux attentes avec de nombreux avantages particuliers par rapport aux prescriptions du cahier des charges	5

Pour chaque sous-critère de la valeur technique la note sur 5 sera ramenée sur le nombre de points du sous-critère.

Les notes ainsi obtenues pour chaque sous-critère seront ensuite additionnées pour obtenir la note totale de la **valeur technique**. Le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note à l'issue de ce calcul se verra attribuer la note maximale. La note des autres soumissionnaires sera ensuite calculée proportionnellement par application d'une règle de 3.

Pour le critère du **prix**, le soumissionnaire ayant proposé l'offre la moins-disante obtiendra la note maximale et la note des autres soumissionnaires sera calculée de la façon suivante : $\text{note} = \text{note maximale} \times (\text{valeur de la meilleure offre} / \text{valeur de l'offre})$.

Section 8.03 - Modalités d'échanges par voie électronique

Conformément aux dispositions des articles L2132-2 et R2132-7 du Code de la Commande Publique, toutes les communications et échanges d'informations relatifs à la présente procédure devront être effectués par voie électronique.

Tous les documents dont la signature est exigée seront soit signés électroniquement au moyen d'un certificat de signature électronique conforme aux dispositions du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, soit signés manuellement puis dématérialisés, lorsque cette possibilité n'est pas exclue par les dispositions du présent règlement de consultation.

Section 8.04 - Négociation

Le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec les candidats qui auront déposé une candidature et une offre. La négociation n'aura pas lieu avec les offres inappropriées. La négociation pourra prendre la forme de réunions sur site ou téléphoniques ou d'échanges électroniques sur la plateforme de dématérialisation. L'acheteur se réserve la possibilité de ne pas négocier et d'attribuer le marché sur la base de l'offre initiale.

Section 8.05 - Discordances dans les offres

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté au détail estimatif, seul le montant porté au détail estimatif prévaudra et fera foi. Toutefois, si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans détail estimatif, elles seront corrigées pour l'analyse des offres.

Toutefois, si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce détail et l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Section 8.06 - Analyse des offres suspectées d'être anormalement basses

Conformément aux articles L2152-5 à 6 et R2152-3 à 5 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le soumissionnaire concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article IX. Attribution du marché

Il sera demandé au soumissionnaire dont l'offre est classée en première position à l'issue de l'analyse des offres de fournir les documents suivants :

- le(s) acte(s) d'engagement, dûment signé(s) de façon électronique par la personne habilitée à engager la société, (utilisation d'une signature électronique obligatoire, exclusion de la signature manuelle dématérialisée),
- le(s) Contrat(s) valant Acte d'Engagement et Cahier des Clauses Particulières, dûment signé(s) de façon électronique par la personne habilitée à engager la société, (utilisation d'une signature électronique obligatoire, exclusion de la signature manuelle dématérialisée),
- les certificats et attestations prévus aux articles R2143-7 à 10 du Code de la Commande Publique,
- les pouvoirs de la personne signataire de l'acte d'engagement,
- les attestations d'assurance en cours de validité.

Le certificat de signature électronique utilisé par l'attributaire devra être conforme aux dispositions du règlement n° 910/2014 mentionné ci-dessus.

A défaut de remise de ces documents dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, son offre sera rejetée et la même demande sera faite au soumissionnaire classé en 2^{ème} position. Si ce soumissionnaire ne produit pas les documents demandés, il sera fait de même jusqu'à ce qu'un soumissionnaire les produise.

Article X. Délais et voies de recours

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffes du Tribunal administratif de Caen
3 rue Arthur Le Duc
BP 25086
14050 Caen Cedex
Tél : +33 02.31.70.72.72
Fax : +33 02.31.52.42.17
courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr.
Adresse Internet : <http://caen.tribunal-administratif.fr/>

Article XI. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite sur la plateforme de dématérialisation <https://www.centraledesmarches.com>